

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 18/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GEOPETROL SA

41 boulevard des Capucines
75002 PARIS 02

Références : 2023-070-DP
Code AIOT : 0006802507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement GEOPETROL SA implanté 65140 LESCURRY. L'inspection a été annoncée le 07/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOPETROL SA
- 65140 LESCURRY
- Code AIOT : 0006802507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Géopétrol de Lescurry est autorisé par arrêté préfectoral du 20 décembre 1982 à exploiter un dépôt de stockage de pétrole constitué de 2 bacs de plus de 200 tonnes. Le site est classé Seveso Seuil bas : les arrêtés préfectoraux complémentaires du 30 décembre 2016 et du 23 décembre 2020 encadrent les activités, notamment sur la gestion du risque accidentel.

Les 5 puits producteurs situés en périphérie du dépôt sont réglementés au titre du code minier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi post-lubrizon : état des stocks
- gestion des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
- produits chimiques (respect des fiches de données de sécurité)
- équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant nous a fait part du courrier adressé au préfet le 11 janvier 2023 et relatif à la demande de déclassement du site de Lescurry. Depuis novembre 2022, les quantités de pétrole stockées sur site se situent en dessous de 200 tonnes (seuil de l'autorisation). L'exploitant souhaite donc solliciter un déclassement du site à déclaration. En complément du courrier adressé à Monsieur le préfet, l'exploitant doit adresser un rapport à connaissance explicitant les mesures prévues pour garantir en permanence une quantité de produits inférieure au 200 tonnes et préciser les mesures de sécurité qui resteront opérationnelles suite au déclassement du site. Le jour de l'inspection, la quantité présente sur site était inférieure à 200 tonnes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
2	Inspection périodique des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
3	Requalification périodique des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
4	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
6	Liste des MMR	AP Complémentaire du 30/12/2016, article 9.1	/	Sans objet
7	Attendu des MMR	AP Complémentaire du 30/12/2016, article 9.2	/	Sans objet
8	Gestion des MMR	AP Complémentaire du 30/12/2016, article 9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien exploité, les mesures de maîtrise de risques sont connues, entretenues et testées régulièrement. Des améliorations sont toutefois à apporter à la traçabilité des opérations d'inhibition notamment. Les observations relatives à des pistes d'amélioration sont proposées sur certains point de constats indiqués au §2.4. L'exploitant doit en prendre compte.

Les équipements sous pression font l'objet d'un suivi rigoureux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression. Cette liste est complète et n'amène pas d'observations particulières. Les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique sont notamment bien indiquées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inspection périodique des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection périodique des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Par sondage, l'inspection a regardé le dernier compte rendu de l'inspection périodique du compresseur d'air DA01 (identifié de plus dans la MMR 2- Extinction automatique incendie). La dernière inspection a été réalisée par l'APAVE le 27/01/2022. Le compte-rendu n'amène pas d'observations de la part de l'équipe d'inspection. La prochaine échéance est bien fixée à 48 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Requalification périodique des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Requalification périodique des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit :-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Le dernier rapport de requalification périodique du compresseur DA01 a eu lieu le 27/01/2022 et a été réalisé par un organisme qualifié (l'APAVE). L'attestation de requalification a été présentée lors de l'inspection et n'amène pas d'observations. La prochaine requalification est fixée au 27/01/2032.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : L'inspection a vérifié par sondage le respect des conditions de stockage, la défense incendie et l'étiquetage de 2 produits chimiques présents sur le site: Bactirep 3918 S et AP104 N. Aucune non-conformité n'a été identifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté en séance l'état des stocks des produits chimiques. L'état des stocks du pétrole brut est lui géré sur un autre outil de suivi (suivi en continu).</p> <p>Concernant l'état des stocks des produits chimiques, l'inventaire est réalisé 2 fois par semaine: un contrôle a été fait durant l'inspection sur 2 produits stockés: Bactirep 3918S et AP104N. La quantité présente sur site correspond bien à celle indiquée dans le tableau de suivi.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan général détaillant les zones de stockage de produits chimiques.</p> <p>Du fait du déclassement à venir du site (passage en déclaration), la mise à jour du POI intégrant la référence à l'état des stocks n'est pas demandée.</p> <p>L'état des stocks des deux bacs de stockage de pétrole brut au 17/01/2023 à 09h00 est de 52,9 m³ pour le TA02 et 115,4 m³ pour le TA03.</p> <p>Observations : L'état des stocks des produits chimiques est à compléter afin d'indiquer pour chaque produit le lieu de stockage correspondant (avec la même dénomination du bâtiment ou de la zone de stockage que celle retenue pour le plan général des zones d'activités). Les autres produits potentiellement stockés ou déchets, autres que les matières dangereuses, doivent figurer sur l'état des stocks et faire l'objet d'un recalage annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2016, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques, au sens de l'annexe 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux et accidents, dont les effets sortent des limites du site, doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives, et résultent des études de dangers ; elles consistent à réduire autant que possible la probabilité ou l'intensité des effets des phénomènes dangereux conduisant à des accidents majeurs potentiels compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.</p> <p>Ces mesures doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celles des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans l'échelle de probabilité de l'annexe 1 de l'arrêté du 29 septembre 2005 précité.</p> <p>Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et sont intégrés dans l'étude de dangers ou son réexamen et traités selon les procédures du système de gestion de la sécurité de l'établissement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) identifiées dans l'étude de dangers du site et reprise dans le PSM (plan de surveillance et de maintenance du site). Les MMR font l'objet d'un suivi régulier (voir points de constats suivants). Le PSM liste les vérifications réalisées de manière journalière, hebdomadaire et mensuelle par les opérateurs du site. Lors de l'inspection, il a été vérifié la check-list de la vérification journalière du lundi 16 janvier 2022. L'ensemble des points de vérification journalière recensés dans le PSM ont été vus notamment la vérification du niveau de la cuve de gazole, de la cuve d'émulseurs.</p> <p>Une consigne relative à la gestion des modifications existe sur le site (référence RGS-GEO-0008) et précise le circuit d'instruction d'une demande de modification. Le service SSE est en charge de l'analyse des risques. L'étude de dangers du site a fait l'objet d'un réexamen en 2022.</p>
Observations : La trame de demande de modification a été présentée en inspection. Celle-ci est à compléter afin de bien spécifier quand la demande de modification concerne une MMR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Attendu des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2016, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Attendu des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour chaque MMR, l'exploitant renseigne le tableau suivant, en démontrant que les critères ci-dessous, en lien avec la nature de la MMR (technique ou humaine), sont respectés. Il retient ensuite un niveau de confiance associé à chaque MMR et précise éventuellement des recommandations spécifiques.</p> <p>Constats : L'inspection a porté sur les opérations de maintenance et d'entretien des MMR 3 (détection incendie) et MMR 4 (Extinction automatique incendie) recensées comme critères d'évaluation du niveau de confiance dans le tableau MMR.</p> <p>Concernant la MMR3, le test semestriel de Draeger sur les détecteurs de flamme a eu lieu le 30/11/2022. Concernant les détecteurs thermiques des bacs de stockage, un test annuel est bien réalisé par le service maintenance de Géopétrol. La fiche de vie a été présentée en séance (dernier test du 30/01/2022 - prochain test programmé semaine prochaine).</p> <p>Un test complet de la boucle MMRI est réalisé annuellement par les opérateurs habilités du site (dernier test le 06/05/2022).</p> <p>Les opérations de maintenance sont enregistrées dans la GMAO. L'intervention de Draeger concerne également des interventions de maintenance (étalonnage, nettoyage et réglage,....).</p> <p>Le dernier rapport de contrôle électrique a été réalisé par l'APAVE les 21 et 22 novembre 2022 (aucune anomalie électrique identifiée). Le rapport Q18 fait état d'absence de risque d'incendie ou d'explosion des installations électriques.</p> <p>Concernant la MMR4, un test a été réalisé le jour de la visite (allumage pompe thermique et mise en eau des couronnes de refroidissement). L'essai a été concluant. Un test annuel de la MMR est réalisé par l'exploitant sur l'ensemble de la chaîne MMRI (dernier contrôle le 15/07/2022). L'ensemble des tests journaliers, hebdomadaires, et mensuels précisés dans le tableau MMR sont bien repris dans le PSM. L'inspection a vérifié sur les fiches de suivi des tests leurs bonnes réalisations. Les pompes incendie et pompe émulseur ont été testées le 03/01/2023.</p> <p>L'émulseur présent est bien de type AFF et toujours sous garantie (émulseur mis en place en 2019 et délai de garantie de 10 ans).</p>
Observations : Concernant la MMR3, le test semestriel de Draeger relatif au test des détecteurs de flamme doit être complété afin de justifier du temps de réponse inférieur à 1 seconde.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2016, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas d'indisponibilité d'une MMR (notamment pendant les tests et les opérations de maintenance d'un équipement), l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a préalablement défini et mis en place un dispositif compensatoire efficace permettant un maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>Toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure « MMR » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.</p> <p>Les tests des différents équipements composant la MMR sont définis selon des consignes écrites et selon une périodicité adaptée à l'équipement considéré. Les opérations de maintenance des différents équipements composant la MMR sont définis selon des gammes écrites et selon une périodicité adaptée à l'équipement considéré.</p> <p>Les périodicités de test et de maintenance sont définies dans un plan de surveillance et de maintenance.</p> <p>La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Le PSM fait état des mesures mises en place concernant la gestion des pièces de rechange. La gestion des stocks est pilotée via le logiciel stock.net non disponible le jour de la visite. L'exploitant n'a donc pas pu justifier la présence de certaines pièces de rechange. L'exploitant doit transmettre le stock des pièces de rechange disponibles notamment pour la MMR2 (électrovanne, buse des couronnes d'arrosage, disque de rupture des boîtes à mousse) et MMR3 (cartes automate, pressostat,). Une procédure d'inhibition existe sur le site mais celle-ci n'est pas rigoureusement respectée : lors de la visite, les équipements inhibés pour le test des détecteurs thermiques (test réalisé le 30/01/2022 d'après la fiche de vie de la MMR) n'ont pas été inscrits dans le registre des inhibitions avec mise en place de mesures compensatoires. Le registre des inhibitions fait état d'une inhibition de ces détecteurs le 31/03/2022. De même, les équipements inhibés pour le test annuel incendie du 13/07/2022 (RDV0043, RDV0042, boutons pressoirs incendie RSH01 à RSH07) ne sont pas indiqués dans le registre.</p> <p>Les périodicités de test et de maintenance sont bien définies dans le plan de surveillance et de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet